



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-49588>

Département(s) de publication : **14**

Annonce n° **25-49588**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : VILLE D'IFS

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : FOURNITURE, MISE EN OEUVRE ET MAINTENANCE DE LA REFONTE ET DE L'EXTENSION DU DISPOSITIF DE VIDÉOPROTECTION URBAINE ET DU RÉSEAU D'INTERCONNEXION

**Description** : FOURNITURE, MISE EN OEUVRE ET MAINTENANCE DE LA REFONTE ET DE L'EXTENSION DU DISPOSITIF DE VIDÉOPROTECTION URBAINE ET DU RÉSEAU D'INTERCONNEXION

**Identifiant de la procédure** : d99452f5-8ee0-465b-9904-e5f194c67a9e

**Identifiant interne** : S2025-002 VIDEO PROTECTION FIB

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : non

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nature supplémentaire du marché** : Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv )** : 92140000 Services de projection de vidéos

##### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires** : La durée du marché est de 4 ans à compter de la réception de la notification/ordre de service par le titulaire. Il pourra toutefois y être mis fin chaque année, à la date anniversaire de la notification/ordre de service prescrivant le début des prestations, par le Pouvoir Adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé

de réception 3 mois à l'avance. Cette résiliation ne donnera pas lieu au versement d'indemnité par la Ville.

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

**2.1.5 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 2**

**Conditions du marché :**

**Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 2**

**2.1.6 Motifs d'exclusion**

Participation à une organisation criminelle : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Corruption : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Fraude : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Païement d'impôts et taxes : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Païement des cotisations de sécurité sociale : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Faillite : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Insolvabilité : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Concordat : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Biens administrés par un liquidateur : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

État de cessation d'activités : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Coupable d'une faute professionnelle grave : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Motifs d'exclusion purement nationaux : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : Justifier que la candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, concernant les interdictions de soumissionner ( Formulaire DC1)

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Fourniture, mise en oeuvre et maintenance du nouveau dispositif (refonte et extension) de vidéoprotection urbaine

**Description** : Lot n°1 : Fourniture, mise en oeuvre et maintenance du nouveau dispositif (refonte et extension) de vidéoprotection urbaine

**Identifiant interne** : Lot 1

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nature supplémentaire du marché** : Fournitures

**Nomenclature principale** ( cpv ) : 51314000 Services d'installation de matériel vidéo

**Nomenclature supplémentaire** ( cpv ) : 51314000 Services d'installation de matériel vidéo

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS)** : Calvados ( FRD11 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** : L'exécution des prestations s'effectuera à lfs.

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée** : 48 Mois

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : oui

**Informations complémentaires** : Les montants minimum et maximum annuels de commande sont les suivants : . Pour le lot 1 : pas de montant minimum, montant maximum de 650 000,00 euros HT, . Pour le lot 2 : pas de montant minimum, montant maximum de 350 000,00 euros HT.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère** :

**Type** : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom** : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description** : Les qualifications souhaitées (ou équivalentes) sont : . APSAD R82 (lot 1) et/ou Qualifelec Courants faibles et fibres CFMGTI indice 3 domaine AV RT

SU et mention FO MA (lots 1 et 2) . Qualification d'opérateur auprès de l'ARCEP (lot 2).

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

**Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure**

**Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :**

**L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations**

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Prix des prestations y compris la maintenance annuelle

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 40

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique (au vu du mémoire technique et de ses annexes)

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 50

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Critère 3 : Maintenance

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 10

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** [https://demat.marches.medialex.fr/medialex/publisher\\_portail/public/displayRC.jsp?iIdAffaire=80336](https://demat.marches.medialex.fr/medialex/publisher_portail/public/displayRC.jsp?iIdAffaire=80336), [https://centraledesmarches.com/publisher\\_plateforme/public/annonce/consulterDCEHorsIdentification.jsp?iIdAffaire=80336](https://centraledesmarches.com/publisher_plateforme/public/annonce/consulterDCEHorsIdentification.jsp?iIdAffaire=80336), <https://demat.centraledesmarches.com/7080336>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://demat.centraledesmarches.com/7080336>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Requise

**Variantes :** Non autorisée

**Description de la garantie financière :** En application des articles L. 2191-7 et R. 2191-32 à R. 2191-35 du Code de la commande publique, il sera demandé une

retenue de garantie de 5 % du montant initial, augmentée, le cas échéant, du montant des avenants. Cette retenue de garantie a pour seul objet de couvrir le délai de garantie prévu au CCAP. La retenue de garantie pourra être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, si la Ville donne son accord, par une caution personnelle et solidaire. Les modalités de cette substitution sont celles prévues aux articles R. 2191-36 à R. 2191-42 du Code de la commande publique.

**Date limite de réception des offres :** 10/06/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 4 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture :** 10/06/2025 à 00:00

**Lieu :** MAIRIE

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** - Référé pré contractuel : conformément aux dispositions des articles L551-1 et R.551-1 du Code de Justice Administrative, avant la conclusion du contrat ; - Référé contractuel : conformément aux dispositions des L.551-13 et R.551-7 du Code de la Justice Administrative, dans un délai : - de 31 jours suivant la publication d'un avis d'attribution du marché public, - de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en l'absence de publication d'un avis d'attribution. - Recours en excès de pouvoir : conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'attribution ou de rejet. - Recours de plein contentieux : en pleine juridiction, dans un délai de deux mois à compter de la publicité annonçant la conclusion du marché.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 100

**Justification de la durée de l'accord-cadre :** Le marché est établi pour une durée de 4 ans ferme à compter de la réception par le Titulaire de la notification. A l'issue de chaque période de 12 mois d'exécution du marché et 3 mois avant la date anniversaire du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre fin au marché. Dans ce cas, il en informera le titulaire (par lettre recommandée avec accusé de réception au minimum 3 mois avant l'échéance annuelle) qui ne pourra prétendre au versement d'aucune indemnité.

**Autres acheteurs :** Collectivité territoriale - Commune

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

**Organisation chargée des procédures de recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :**  
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** VILLE d'IFS

**5.1 Identifiant technique du lot :** LOT-0002

**Titre :** Interconnexion et maintenance de sites distants par location d'un réseau de fibres noires dédié

**Description :** Lot n°2 : Interconnexion et maintenance de sites distants par location d'un réseau de fibres noires dédié

**Identifiant interne :** Lot 2

**5.1.1 Objet**

**Nature du marché :** Services

**Nature supplémentaire du marché :** Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv ):** 50334110 Entretien de réseau téléphonique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 50312320 Réparation de matériel de réseau informatique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 64213000 Services des réseaux téléphoniques commerciaux partagés

**5.1.2 Lieu d'exécution**

**Subdivision pays (NUTS) :** Calvados ( FRD11 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :** L'exécution des prestations s'effectuera à Ifs.

**5.1.3 Durée estimée**

**Durée :** 48 Mois

**5.1.6 Informations générales**

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

**Informations complémentaires :** Les montants minimum et maximum annuels de commande sont les suivants : . Pour le lot 1 : pas de montant minimum, montant maximum de 650 000,00 euros HT, . Pour le lot 2 : pas de montant minimum, montant maximum de 350 000,00 euros HT.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Capacité économique et financière

**Description :** Les qualifications souhaitées (ou équivalentes) sont : . APSAD R82 (lot 1) et/ou Qualifelec Courants faibles et fibres CFMGTI indice 3 domaine AV RT SU et mention FO MA (lots 1 et 2) . Qualification d'opérateur auprès de l'ARCEP (lot 2).

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

**Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure**

**Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :**

**L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations**

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** [https://demat.marches.medialex.fr/medialex/publisher\\_portail/public/displayRC.jsp?ildAffaire=80336](https://demat.marches.medialex.fr/medialex/publisher_portail/public/displayRC.jsp?ildAffaire=80336), [https://centraledesmarches.com/publisher\\_plateforme/public/annonce/consulterDCEHorsIdentification.jsp?ildAffaire=80336](https://centraledesmarches.com/publisher_plateforme/public/annonce/consulterDCEHorsIdentification.jsp?ildAffaire=80336), <https://demat.centraledesmarches.com/7080336>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://demat.centraledesmarches.com/7080336>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Requise

**Variantes :** Non autorisée

**Description de la garantie financière :** En application des articles L. 2191-7 et R. 2191-32 à R. 2191-35 du Code de la commande publique, il sera demandé une retenue de garantie de 5 % du montant initial, augmentée, le cas échéant, du montant des avenants. Cette retenue de garantie a pour seul objet de couvrir le délai de garantie prévu au CCAP. La retenue de garantie pourra être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, si la Ville donne son accord, par une caution personnelle et solidaire. Les modalités de cette substitution sont celles prévues aux articles R. 2191-36 à R. 2191-42 du Code de la commande publique.

**Date limite de réception des offres :** 10/06/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 4 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture :** 10/06/2025 à 00:00

**Lieu :** MAIRIE

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requête

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** - Référé pré contractuel : conformément aux dispositions des articles L551-1 et R.551-1 du Code de Justice Administrative, avant la conclusion du contrat ; - Référé contractuel : conformément aux dispositions des L.551-13 et R.551-7 du Code de la Justice Administrative, dans un délai : - de 31 jours suivant la publication d'un avis d'attribution du marché public, - de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en l'absence de publication d'un avis d'attribution. - Recours en excès de pouvoir : conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'attribution ou de rejet. - Recours de plein contentieux : en pleine juridiction, dans un délai de deux mois à compter de la publicité annonçant la conclusion du marché.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 100

**Justification de la durée de l'accord-cadre :** Le marché est établi pour une durée de 4 ans ferme à compter de la réception par le Titulaire de la notification. A l'issue de chaque période de 12 mois d'exécution du marché et 3 mois avant la date anniversaire du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre fin au marché. Dans ce cas, il en informera le titulaire (par lettre recommandée avec accusé de réception au minimum 3 mois avant l'échéance annuelle) qui ne pourra prétendre au versement d'aucune indemnité.

**Autres acheteurs :** Collectivité territoriale - Commune

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

**Organisation chargée des procédures de recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :**  
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** VILLE d'IFS

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** VILLE d'IFS

**Numéro d'enregistrement :** 21140341500014

**Adresse postale :** ESPLANADE FRANCOIS MITTERRAND

**Ville :** IFS

**Code postal :** 14123

**Subdivision pays (NUTS) :** Calvados ( FRD11 )

**Pays :** France

**Point de contact :** Thibaut BRAY

**Adresse électronique :** rag@ville-ifs.fr

**Téléphone :** 0231352727

**Adresse internet :** <https://www.ville-ifs.fr/>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <https://demat.centraledesmarches.com/7080336>

**Profil de l'acheteur :** <https://demat.centraledesmarches.com/7080336>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

**Numéro d'enregistrement :** 17140005400010

**Adresse postale :** 3 rue Arthur Le Duc

**Ville :** CAEN

**Code postal :** 14000

**Subdivision pays (NUTS) :** Calvados ( FRD11 )

**Pays :** France

**Point de contact :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

**Adresse électronique :** greffe.ta-caen@juradm.fr

**Téléphone** : +33 231707272

**Télécopieur** : +33 231524217

**Adresse internet** : <https://caen.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

#### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

**Numéro d'enregistrement** : 17140005400010

**Adresse postale** : 3 rue Arthur Le Duc

**Ville** : CAEN

**Code postal** : 14000

**Subdivision pays (NUTS)** : Calvados ( FRD11 )

**Pays** : France

**Point de contact** : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

**Adresse électronique** : [greffe.ta-caen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-caen@juradm.fr)

**Téléphone** : +33 231707272

**Télécopieur** : +33 231524217

**Adresse internet** : <https://caen.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

#### 8.1 ORG-0004

**Nom officiel** : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

**Numéro d'enregistrement** : 17140005400010

**Adresse postale** : 3 rue Arthur Le Duc

**Ville** : CAEN

**Code postal** : 14000

**Subdivision pays (NUTS)** : Calvados ( FRD11 )

**Pays** : France

**Point de contact** : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

**Adresse électronique** : [greffe.ta-caen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-caen@juradm.fr)

**Téléphone** : +33 231707272

**Télécopieur** : +33 231524217

**Adresse internet** : <https://caen.tribunal-administratif.fr/>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de médiation

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : 2eed84a-aec6-439a-85d6-e5df71bfb6e1 - 06

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 30/04/2025 à 15:00

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### 11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 30/04/2025